

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT AGRICOLE NORD DE  
FRANCE : AGIR EN NORD - PAS DE CALAIS**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

Aux Membres

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE : AGIR EN NORD - PAS  
DE CALAIS**

10 avenue Foch  
59800 Lille

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par délibération du conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE : AGIR EN NORD - PAS DE CALAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, Bâtiment Shake 612 rue de la Chaude Rivière 59000 Lille  
Téléphone: +33 (0)3 20 12 49 00, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des

comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 20 mars 2025

Le commissaire aux comptes  
**PricewaterhouseCoopers Audit**

**Alexandre Decrand**

**BILAN SYNTHETIQUE**  
**FONDATION D'ENTREPRISE CA NDF**  
01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES</b>		
Immobilisations incorporelles			Réserves	447 940	670 699
Immobilisations corporelles			Résultat de l'exercice	148 540	- 222 758
Immobilisations financières					
<b>TOTAL I</b>			<b>TOTAL I</b>	<b>596 480</b>	<b>447 940</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			<b>DETTES</b>		
Autres créances	-	-	Emprunts et dettes		
Valeurs mobilières de placement	-	-	Fournisseurs et comptes rattachés	488 316	377 534
Disponibilités	1 084 795	825 475			
<b>TOTAL II</b>	<b>1 084 795</b>	<b>825 475</b>	<b>TOTAL II</b>	<b>488 316</b>	<b>377 534</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>1 084 795</b>	<b>825 475</b>	<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>1 084 795</b>	<b>825 475</b>

**COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE**  
**FONDATION D'ENTREPRISE CA NDF**  
01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES	31/12/2024	31/12/2023	PRODUITS	31/12/2024	31/12/2023
<b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>			<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Autres charges externes			Contribution des Fondateurs	1 000 000	800 000
Subventions	772 818	921 452			
Autres charges	78 642	101 306			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>851 460</b>	<b>1 022 758</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 000 000</b>	<b>800 000</b>
BENEFICE OU PERTE	148 540	- 222 758			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 000 000</b>	<b>800 000</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 000 000</b>	<b>800 000</b>

# **FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE**

## **Agir en Nord-Pas de Calais**

### **ANNEXE 2024**

#### **1- Principes généraux**

Les Comptes annuels de l'exercice 2024 sont présentés conformément aux règles du Plan Comptable Général (règlement ANC 2014-03) en tenant compte des adaptations prévues par le règlement CRC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des Comptes des Associations et Fondations.

Les Comptes sont établis dans le respect des principes de :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes,
- Prudence.

#### **2- Faits caractéristiques de l'exercice**

L'année a été marquée par :

- La poursuite de l'activité de la Fondation distributrice dans le cadre d'une Fondation « augmentée » : nouveaux axes, nouvelle capacité,
- la restitution de l'étude d'impact réalisée en 2023 par le Cabinet Utopies,
- l'organisation d'un séminaire stratégique,
- la réalisation de travaux juridiques pour faire évoluer la Fondation en Fondation distributrice et opératrice,
- le déploiement du nouveau site Internet Fondation,
- l'optimisation des outils de communication : logo, plaquette présentant l'empreinte socio-économique,
- la réalisation d'un rapport d'activité nouveau format par rapport à 2023.

#### **3- Engagement du Fondateur**

Le Fondateur s'est engagé à contribuer à un programme d'action pluriannuel en trois cycles d'une durée de cinq années respectives d'un montant de 3 millions d'euros (cycle 1), de 4 millions d'euros (cycle 2) et de 5 millions d'euros (cycle 3), versés comme suit :

##### **Cycle 1**

- |  |             |
|--|-------------|
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2015 : | 500 000 €   |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2016 : | 1 500 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2017 : | 2 000 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2018 : | 2 500 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2019 : | 3 000 000 € |

##### **Cycle 2**

- |  |             |
|--|-------------|
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2019 : | 800 000 €   |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2020 : | 1 600 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2021 : | 2 400 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2022 : | 3 200 000 € |
| - Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2023 : | 4 000 000 € |

### Cycle 3

- Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2024 :	1 000 000 €
- Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2025 :	2 000 000 €
- Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2026 :	3 000 000 €
- Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2027 :	4 000 000 €
- Période courant de la constitution de la Fondation au 31/12/2028 :	5 000 000 €

#### **4- Activité de la Fondation durant ce 10<sup>ème</sup> exercice**

→ Lors du Conseil d'Administration du 22 mars 2024, la Fondation s'est engagée à verser :

- A l'association « Uthopia » située à Frévent, un montant de 16 763 € pour participation à l'aménagement d'un nouveau local (tiers lieu solidaire) destiné à accueillir dès début 2025 davantage de bénéficiaires, dans de meilleures conditions et à créer du lien social, convivial et familial autour de l'alimentation (mise en place d'ateliers de cuisine, déploiement d'un accompagnement personnalisé notamment des jeunes en rupture pour les former afin d'aider à leur insertion professionnelle).
- A « l'AHNAC », un montant de 15 000 € pour financer l'achat d'une capsule « Virtysens ». Cet appareil innovant, à destination des malades d'Alzheimer accueillis dans 6 EHPADS situées entre le Hainaut et l'Artois, propose une expérience de voyage immersive mobilisant les sens. Il stimule les fonctions cognitives et sociales, diminue les angoisses et troubles comportementaux, améliore le bien-être et la qualité de vie du patient, des aidants et des familles.
- A « Nightline », une association qui contribue aux actions de prévention de santé mentale à destination des étudiants, un montant de 10 948 € (sous condition d'obtention d'un bail signé) pour permettre l'aménagement d'un nouveau local à Lille plus grand et plus confortable et à l'achat de matériel informatique et photo/vidéo indispensable au service d'écoute.
- A l'association « EVIE » (Entraider, Valoriser, Insérer, Espérer), située à Tourcoing, un montant de 12 857 € pour créer une salle informatique (achat de matériel dont 12 ordinateurs) afin de permettre aux bénéficiaires de l'association (public avec un parcours de vie difficile) d'améliorer leur connectivité et d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences pour faciliter leurs démarches en ligne.
- A l'association « La Chance aux Enfants » des Hauts-de-France, un montant de 40 000 € (sous condition de réception de l'avis du service juridique du CANDF) pour contribuer à la location de 20 cars afin d'emmener des enfants défavorisés aux Jeux Olympiques de Paris (JOP) et d'organiser des actions sportives avant, pendant et après les JOP pour informer parents et enfants sur les débouchés de la filière du sport.
- A l'association « Les amis du Musée du Mont de Piété de Bergues », un montant de 12 500 € pour contribuer au financement de la fabrication d'un totem et de 8 socles, qui permettront l'accrochage d'œuvres reçues en donation par la Ville en 2022, afin de les présenter en toute sécurité dans des lieux retenus, en attendant l'exposition au Musée de la Ville actuellement en rénovation.
- A la « Ville de Lille », pour le Palais des Beaux-Arts, un montant de 31 000 € pour restaurer l'ensemble de 4 panneaux peints du XVI<sup>ème</sup> siècle et représentant l'Annonciation, l'Adoration des bergers et l'Adoration des mages.



- A la « Cité de la Musique / Philharmonie de Paris », dans le cadre du renouvellement au soutien du projet Démos voté en mars 2023, un montant de 26 300 € pour financer les instruments de musique des élèves de l'orchestre Démos Val-de-Sambre et du matériel pédagogique. Le projet Démos permet à des jeunes âgés de 7 à 12 ans, isolés socialement et géographiquement, de pratiquer un instrument en orchestre pour favoriser leur développement et leur apprendre à trouver leur place afin de faciliter leur insertion scolaire, sociale puis professionnelle.
- Précision :  
Courant septembre 2023, l'association « Saint Camille » située à Arras a fait part à la Fondation de l'abandon du projet faute d'obtention des financements nécessaires. Une subvention avait été votée pour 10 000 € lors de l'appel à projets de juin 2023. Une confirmation d'abandon a été réceptionnée par email le 8 février 2024. Le montant global de l'enveloppe distribuée dans le cadre de l'AAP passe donc de 187 000 € à 177 000 €.

→ Lors du Conseil d'Administration du 27 mai 2024, la Fondation s'est engagée à verser :

- A l'association « ADEFI – Mission Locale » située à Saint-Pol-sur-Ternoise, un montant de 40 148 € pour l'acquisition de tablettes et d'ordinateurs, de casques de réalité virtuelle avec application métiers 360 et d'une imprimante 3D. Le projet de l'association vise l'animation d'un Hôtel de la formation situé à Saint-Pol-sur-Ternoise en lien notamment avec les entreprises, les collectivités et les établissements publics du territoire. L'objectif est de pallier le manque de formations qualifiantes en proximité, les besoins en emploi mal satisfaits et le manque de mobilité.
- A « l'APEI de Lens », un montant de 30 166 € pour l'achat de 2 vélos adaptés afin de renouveler 2 de leurs 4 vélos acquis il y a 10 ans. Ces derniers permettent à 62 habitants du foyer d'accueil La Marelle de Liévin en situation de handicap de pratiquer un sport en toute sécurité et dans des conditions de confort optimal.
- Au « Fonds de dotation du Centre Hospitalier de Lille », un montant de 100 000 € pour le renouvellement du soutien au projet « Secret Gift » porté par le Professeur David Devos.
- A la « Ville de Lille », une subvention de 50 000€ pour participation au financement de la création d'une nouvelle statue en marbre de la dentellière du P'tit Quinquin située à l'entrée du Square Foch (la réplique en résine déjà très dégradée par le temps et vandalisée en novembre 2023 n'est pas restaurable) et la restauration du monument à la mémoire du chansonnier Alexandre Desrousseaux.

→ Lors du Conseil d'Administration du 12 Novembre 2024, la Fondation s'est engagée à verser :

- Au « Fonds de dotation du CHU de Lille », un montant de 50 000 € pour l'aménagement de la Maisons des victimes de violences du CHU (ouverture début 2025 d'un espace pluridisciplinaire et collaboratif permettant une prise en charge globale des personnes victimes de violences) et plus précisément pour équiper l'Unité Médico Judiciaire, l'Unité Enfance en Danger, l'unité PsyVim et le Centre Régional de Psycho traumatisme.
- A l'association « SOLFA » (Solidarité Femmes Accueil), un montant de 25 000 € (avec demande d'abondement de 25 000 € à la Fondation Crédit Agricole Solidarité Développement) pour financer l'acquisition de mobilier afin d'aménager les chambres et les espaces communs (cuisine et salle de restauration) de la Maison Gaïa créée en 2021 et qui accueillera 7 jours /7 et 24h/24 dix jeunes filles âgées de 13 à 18 ans et ayant connu un parcours de prostitution.

- A la « Fondation Partenariale de l'Université de Lille », un montant de 30 000 € (sous condition de la participation financière de la MEL au financement du dispositif de E-cartes) pour contribution à l'aide alimentaire d'urgence des étudiants précaires au moyen d'un dispositif de E-cartes qui permet de faire des courses alimentaires de première nécessité sous 24 à 48 heures.
- A l'association « La Cravate Solidaire Lille », un montant de 30 000 € pour l'acquisition d'un logiciel de gestion d'entreprise professionnel. La Cravate Solidaire Lille a pour projet d'essaimer début 2025 sur le territoire dunkerquois ses ateliers « coups de pouce » de préparation aux entretiens d'embauche.  
L'association doit pour cela acquérir un logiciel de gestion des stocks pour répondre au défi logistique d'acheminement de vêtements, chaussures et accessoires, de bonnes tailles au bon endroit, au bon moment.
- A l'association « Konexio », un montant de 17 604 € pour financer l'achat de 40 ordinateurs et d'acquisitions digitales. Konexio a développé sur la MEL son projet d'inclusion numérique « Numéric'Action » qui répond aux demandes croissantes d'apprentissage des publics éloignés de l'emploi via deux programmes flexibles et de courtes durées « DigitAll » et « DigiStart ». L'association souhaite déployer son dispositif sur de nouveaux territoires et a besoin pour cela d'acquérir de nouveaux équipements informatiques.
- A l'association « Little Big Women », un montant de 15 000 € par an sur 3 ans, afin de répondre aux demandes spécifiques de certaines entrepreneures en apprentissage. L'association a pour projet d'adapter ses outils et sa méthode d'accompagnement. Elle créera ainsi début 2025 un nouveau programme d'accompagnement « WeBoost » qui proposera une formation sur mesure et à la carte en fonction des besoins de chacune. L'association devra pour cela augmenter sa masse salariale.
- A l'association « Monique Teneur », un montant de 30 000 € pour l'aménagement de la scénographie de la grange de Quaëdypre et l'achat de jeux traditionnels. L'association a pour projet de réédifier et d'aménager une grange en orme de Quaëdypre datant du 18<sup>ème</sup> siècle. La grange sera dédiée à la valorisation et à la pratique des jeux traditionnels régionaux d'antan (bourle, billon, quilles, jeux d'estaminet).
- A l'association « Collégiale Saint Nicolas d'Avesnes-sur-Helpe », un montant de 20 100 € pour procéder à l'automatisation des 27 cloches du carillon afin de pouvoir reproduire les ritournelles actuelles de la Collégiale.
- A la « Fondation de l'Université Catholique de Lille », un montant de 25 000 € (avec demande d'abondement de 25 000 € à la Fondation Crédit Agricole Pays de France), pour l'aménagement de l'Observatoire et de son Star Lab. L'Observatoire de l'Université Catholique de Lille est l'ultime partie des bâtiments du site Vauban à ne pas avoir été rénovée. Datant de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Observatoire se dégrade ; il n'est aujourd'hui plus accessible pour des questions de sécurité et est menacé de disparition. Des travaux d'ampleur s'imposent.
- A la « Ville de Le Quesnoy », un montant de 35 000 € (sous condition de transmission du bail emphytéotique), pour l'aménagement du parc du musée néo-zélandais afin de l'ouvrir et de le rendre visible de la population et des visiteurs du musée. Il faut pour cela réorganiser les espaces, revoir les circulations et les revêtements.
- A l'association « La Maison de l'Eau, de la Pêche et de la Nature », un montant de 17 332 €, pour l'achat de matériel d'inventaire piscicole et de frayères. En partenariat avec les services de la MEL, l'association a pour projets d'accroître la connaissance de la biodiversité locale pour mieux agir, de réaliser des aménagements en faveur de la biodiversité, de sensibiliser et d'éduquer via un panel d'animations et d'outils pédagogiques.

- A l'association « Chemins d'avenir », un montant de 15 000 € par an sur 2 ans (avec demande d'abondement de 15 000 € par an sur 2 ans à la Fondation Crédit Agricole Solidarité Développement), pour aider au déploiement de son programme d'insertion professionnelle sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais afin d'accompagner 175 jeunes ruraux sur 12 établissements partenaires.
- A l'association « Sport dans la Ville », un montant de 75 000 € pour contribuer à la création d'un campus régional sur le site du Parc des Sports de Roubaix. Le campus comprendra 12 terrains sportifs (football, basket, padel et piste d'athlétisme) ainsi que des espaces d'accueil et événementiels. Sport dans la Ville lutte contre les inégalités de destin et développe des projets d'insertion à caractère social et professionnel en favorisant notamment la mise en place de centres sportifs pour les jeunes en difficulté.

→ Lors du Conseil d'Administration du 12 Novembre 2024, le programme d'accompagnement « Les Cœurs Vaillants » est exposé :

Dans le cadre de la dynamique d'accompagnement des jeunes issus de milieux défavorisés, les membres du Conseil d'Administration de la Fondation réunis le 12 novembre 2024 ont validé la mise en place, dès 2025, d'aides financières à destination de lycéens, étudiants et apprentis boursiers, méritants et à potentiel.

Ces aides financières seront de 2 types : ponctuelles, pour financer l'achat d'un ordinateur, d'un stage, d'une formation, ... et récurrente pour financer sur un cycle d'étude les frais liés à la scolarité (frais d'inscription, logement, ...).

Ce dispositif complète l'accompagnement humain opéré par les Caisses locales.

## 5- Echéances des créances et dettes du Bilan au 31 décembre 2024

	Montants bruts	A moins d'un an	A plus d'un an
Etat des créances			
<u>De l'actif circulant</u>			
Banque	1 084 795 €	1 084 795 €	
Etat des dettes			
Fournisseurs	488 316 €	488 316 €	

## 6- Informations relatives au compte de résultat

Les produits d'exploitation de l'année 2024 se composent du versement du Fondateur, pour un montant de 1 000 000 euros, correspondant à la subvention 2024 du cycle 3.

Les charges d'exploitation 2024 d'un montant de 851 460 euros correspondent aux engagements de dépenses pour :

- les dotations aux structures associatives : 772 818 euros dans le cadre de l'objet social défini par l'article 2 des statuts (dont 470 984 euros à verser en 2025 suite aux conventions signées en 2024),
- les autres charges : 78 642 euros (dont 17 331,60 euros à payer en 2025).

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se soldent par un résultat d'exploitation excédentaire de 148 540 euros.

## **7- Affectation du résultat 2024**

Le résultat 2024 de 148 540 euros a été affecté en réserves conformément au rapport de gestion.

## **8- Autres informations significatives**

### **Engagements Hors Bilan**

#### **→ Engagements reçus**

En application des statuts, le Fondateur s'est engagé à verser à la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord de France dans le cadre du programme d'action pluriannuel du cycle 3 :

- au plus tard le 31/12/2024 : 1 000 000 €
- au plus tard le 31/12/2025 : 2 000 000 €
- au plus tard le 31/12/2026 : 3 000 000 €
- au plus tard le 31/12/2027 : 4 000 000 €
- au plus tard le 31/12/2028 : 5 000 000 €

Ces versements sont garantis par une caution bancaire donnée par le Crédit Agricole Nord de France.

#### **→ Engagements donnés**

Lors du Conseil d'Administration du 20 novembre 2023, la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord de France s'est engagée à verser à la « Région Hauts-de-France », un montant de 25 000 € (sous condition et avec demande d'abondement de 25 000 € à la Fondation Crédit Agricole Pays de France) pour participation au remplacement des vitraux de la chapelle Saint Edmund du Lycée Corot de Douai. Cet investissement doit permettre de sécuriser le site (studio de danse accueillant des élèves) et d'en faire un lieu vivant avec accueil de visiteurs, de concerts, de rencontres culturelles. La subvention sera réglée en 2025.

Lors du Conseil d'Administration du 22 mars 2024, la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord de France s'est engagée à verser à « Nightline », une association qui contribue aux actions de prévention de la santé mentale à destination des étudiants, un montant de 10 948 € (sous condition d'obtention d'un bail signé) pour permettre l'aménagement d'un nouveau local à Lille plus grand et plus confortable et à l'achat de matériel informatique et photo/vidéo indispensable au service d'écoute.

Lors du Conseil d'Administration du 27 mai 2024, la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord de France s'est engagée à verser à la « Ville de Lille », une subvention de 50 000€ pour participation au financement de la création d'une nouvelle statue en marbre de la dentellière du P'tit Quinquin située à l'entrée du Square Foch (la réplique en résine déjà très dégradée par le temps et vandalisée en novembre 2023 n'est pas restaurable) et la restauration du monument à la mémoire du chansonnier Alexandre Desrousseaux.

Lors du Conseil d'Administration du 12 Novembre 2024, la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord de France s'est engagée à verser les subventions ci-après qui seront payées en 2025 :

- Au « Fonds de dotation du CHU de Lille », un montant de 50 000 € pour l'aménagement de la Maisons des victimes de violences du CHU (ouverture début 2025 d'un espace pluridisciplinaire et collaboratif permettant une prise en charge globale des personnes victimes de violences) et plus précisément pour équiper l'Unité Médico Judiciaire, l'Unité Enfance en Danger, l'unité PsyVim et le Centre Régional de Psycho traumatisme.
- A l'association « SOLFA » (Solidarité Femmes Accueil), un montant de 25 000 € (avec demande d'abondement de 25 000 € à la Fondation Crédit Agricole Solidarité Développement) pour financer l'acquisition de mobilier afin d'aménager les chambres et les espaces communs (cuisine et salle de restauration) de la Maison Gaïa créée en 2021 et qui accueillera 7 jours /7 et 24h/24 dix jeunes filles âgées de 13 à 18 ans et ayant connu un parcours de prostitution.
- A la « Fondation Partenariale de l'Université de Lille », un montant de 30 000 € (sous condition de la participation financière de la MEL au financement du dispositif de E-cartes) pour contribution à l'aide alimentaire d'urgence des étudiants précaires au moyen d'un dispositif de E-cartes qui permet de faire des courses alimentaires de première nécessité sous 24 à 48 heures.
- A l'association « La Cravate Solidaire Lille », un montant de 30 000 € pour l'acquisition d'un logiciel de gestion d'entreprise professionnel. La Cravate Solidaire Lille a pour projet d'essaimer début 2025 sur le territoire dunkerquois ses ateliers « coups de pouce » de préparation aux entretiens d'embauche.  
L'association doit pour cela acquérir un logiciel de gestion des stocks pour répondre au défi logistique d'acheminement de vêtements, chaussures et accessoires, de bonnes tailles au bon endroit, au bon moment.
- A l'association « Konexio », un montant de 17 604 € pour financer l'achat de 40 ordinateurs et d'acquisitions digitales. Konexio a développé sur la MEL son projet d'inclusion numérique « Numéric'Action » qui répond aux demandes croissantes d'apprentissage des publics éloignés de l'emploi via deux programmes flexibles et de courtes durées « DigitAll » et « DigiStart ». L'association souhaite déployer son dispositif sur de nouveaux territoires et a besoin pour cela d'acquérir de nouveaux équipements informatiques.
- A l'association « Little Big Women », un montant de 15 000 € par an sur 3 ans, afin de répondre aux demandes spécifiques de certaines entrepreneures en apprentissage. L'association a pour projet d'adapter ses outils et sa méthode d'accompagnement. Elle créera ainsi début 2025 un nouveau programme d'accompagnement « WeBoost » qui proposera une formation sur mesure et à la carte en fonction des besoins de chacune. L'association devra pour cela augmenter sa masse salariale.
- A l'association « Monique Teneur », un montant de 30 000 € pour l'aménagement de la scénographie de la grange de Quaëdypre et l'achat de jeux traditionnels. L'association a pour projet de réédifier et d'aménager une grange en orme de Quaëdypre datant du 18<sup>ème</sup> siècle. La grange sera dédiée à la valorisation et à la pratique des jeux traditionnels régionaux d'antan (bourle, billon, quilles, jeux d'estaminet).
- A l'association « Collégiale Saint Nicolas d'Avesnes-sur-Helpe », un montant de 20 100 € pour procéder à l'automatisation des 27 cloches du carillon afin de pouvoir reproduire les ritournelles actuelles de la Collégiale.

- A la « Fondation de l'Université Catholique de Lille », un montant de 25 000 € (avec demande d'abondement de 25 000 € à la Fondation Crédit Agricole Pays de France), pour l'aménagement de l'Observatoire et de son Star Lab. L'Observatoire de l'Université Catholique de Lille est l'ultime partie des bâtiments du site Vauban à ne pas avoir été rénovée. Datant de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Observatoire se dégrade ; il n'est aujourd'hui plus accessible pour des questions de sécurité et est menacé de disparition. Des travaux d'ampleur s'imposent.
- A la « Ville de Le Quesnoy », un montant de 35 000 € (sous condition de transmission du bail emphytéotique), pour l'aménagement du parc du musée néo-zélandais afin de l'ouvrir et de le rendre visible de la population et des visiteurs du musée. Il faut pour cela réorganiser les espaces, revoir les circulations et les revêtements.
- A l'association « La Maison de l'Eau, de la Pêche et de la Nature », un montant de 17 332 €, pour l'achat de matériel d'inventaire piscicole et de frayères. En partenariat avec les services de la MEL, l'association a pour projets d'accroître la connaissance de la biodiversité locale pour mieux agir, de réaliser des aménagements en faveur de la biodiversité, de sensibiliser et d'éduquer via un panel d'animations et d'outils pédagogiques.
- A l'association « Chemins d'avenir », un montant de 15 000 € par an sur 2 ans (avec demande d'abondement de 15 000 € par an sur 2 ans à la Fondation Crédit Agricole Solidarité Développement), pour aider au déploiement de son programme d'insertion professionnelle sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais afin d'accompagner 175 jeunes ruraux sur 12 établissements partenaires.
- A l'association « Sport dans la Ville », un montant de 75 000 € pour contribuer à la création d'un campus régional sur le site du Parc des Sports de Roubaix. Le campus comprendra 12 terrains sportifs (football, basket, padel et piste d'athlétisme) ainsi que des espaces d'accueil et événementiels. Sport dans la Ville lutte contre les inégalités de destin et développe des projets d'insertion à caractère social et professionnel en favorisant notamment la mise en place de centres sportifs pour les jeunes en difficulté.

#### → Projets non concrétisés

- Lors de son Conseil du 23 mars 2023, la Fondation a décidé d'appliquer les termes de la convention et de réclamer à l'ADEP située à Roubaix, la subvention d'un montant de 10 000 € qui avait été votée en mars 2022 et payée en juin 2022. Cette subvention devait permettre l'acquisition d'un véhicule, le « Learning Truck. Pour cause de désengagement du fournisseur et de charges supplémentaires à prévoir, l'association a souhaité revoir l'orientation du projet, ce qui a été refusé par le Conseil de la Fondation et concrétisé par courrier en date du 11 avril 2023.